

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 3 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TAFISA FRANCE

Route d'Eurville Bienville
52410 Chamouilley

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 janvier 2025 dans l'établissement TAFISA FRANCE implanté Route d'Eurville Bienville 52410 Chamouilley. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été mise en place à la demande de l'exploitant dans l'objectif de cadrer les études de cessation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAFISA FRANCE
- Route d'Eurville Bienville 52410 Chamouilley
- Code AIOT : 0100283774
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site est celui de l'ancienne décharge exploitée par la société ISOROY sur les parcelles ZE 53-55-57, en parallèle de son usine de fabrication de panneaux de bois compressé. En 2010 lors de la reprise du site par la SAS FRAULI (Récepissé du 01/07/2010) il est précisé que la SAS FRAULI reprend les activités de la société ISOROY « hormis les parcelles suivantes correspondant à l'ancienne décharge du site : section ZE n° 53-55-57, pour une surface totale de 4Ha 79a et 80 ca » qui est restée sous la responsabilité d'ISOROY.

Le 9 janvier 2025 l'exploitant a envoyé un extrait Kbis signalant la Radiation de la société ISOROY par suite de la transmission universelle de son patrimoine à TAFISA FRANCE réalisée le 30/12/2023.

Le 27 janvier 2025, le nouvel exploitant (TAFISA FRANCE SAS) a envoyé à la Préfecture un courrier informant du changement d'exploitant à son bénéficiaire.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant met en place les étapes de cessation avec sérieux. L'inspection attend l'envoi des premières attestations (ATTES).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Constats :

La décharge n'est a priori plus exploitée depuis quasiment 20 ans.

D'après le représentant de SARPI Remédiation, mandaté par l'exploitant pour réaliser la cessation, plusieurs études environnementales ont été réalisées dont une étude documentaire (INFOS), des diagnostics environnementaux (DIAG), un plan de gestion. Ils seront envoyés à l'inspection début février avec la notification de cessation d'activité. Il est prévu de poursuivre ce travail avec l'ATTES-SECUR et l'ATTES-MEMOIRE autour du mois avril puis de mettre en place la gestion des terres impactées selon les préconisations du plan de gestion (TRAVAUX) durant le second semestre 2025.

En 2003, suite à fourniture d'une étude des sols montrant des pollutions (notamment azotées) sur ces deux parcelles, l'exploitant s'est vu notamment prescrire par arrêté préfectoral complémentaire (AP 2573 du 19/09/2003) :

- la surveillance de la qualité des eaux souterraines deux fois par an et sur 5 piézomètres, les puits de la conciergerie et les puits champenois
- la surveillance des eaux du canal de la Marne à la Saône en amont et en aval du site
- l'arrêt de l'alimentation des maisons en eau potable des habitations à partir des puits de la conciergerie et des puits champenois. Le recensement et l'élimination des fûts souillés susceptibles d'être présents
- la réalisation d'une étude complémentaire sur les mécanismes en jeu permettant de mieux cerner l'évolution des composés nitrates, nitrites et ammonium et de caractériser ainsi d'une part l'impact de la décharge sur son environnement et d'autre part les éventuels procédés de remédiation à mettre en œuvre.

La visite a permis de faire un tour du site. Aucun déchet apparent pouvant être dangereux n'a été vu. Une clôture est présente mais elle a été découpée en face du passage sous la voie ferrée au nord et il manque un des battants du portail d'accès sud.

Le bureau d'étude poursuit ses travaux et les enverra les ATTES au fur et à mesure. L'inspection ne propose pas de suite à ce stade.

Type de suites proposées : Sans suite